

Bulletin inter-OP pour la Région des Grands Lacs

Ed. Juin 2016

A la découverte de la dynamique des organisations paysannes des grands-lacs

Depuis 2009, six organisations paysannes –Fédération des Organisations de Producteurs Agricoles du Congo au Nord-Kivu, FOPAC NK, Fédération des Organisations de Producteurs Agricoles du Congo au Sud-Kivu, FOPAC SK, Ligue des Organisations de Femmes Paysannes du Congo, LOFEPACO, pour la République Démocratique du Congo, CAPAD au Burundi, IMBARAGA et INGABO au Rwanda- sont porteuses d'un projet de coopération des OP de la région des grands-lacs sur la professionnalisation des métiers d'agriculture.

Ce projet vise à promouvoir l'échange et la coopération d'OP à OP entre les six organisations paysannes de la région des grands-lacs. Ces échanges permettent à chacune de renforcer ses connaissances, de valoriser les bonnes pratiques à travers la capitalisation et d'organiser des activités de gestion et de partage des connaissances. A côté de ces organisations faitières, un grand nombre d'organisations paysannes de la région participent aux activités du projet sur une base ad hoc.

Comité d'orientation et de suivi

Les organisations ont établi un comité d'orientation et de suivi. Celui-ci est chargé de suivre les avancées du projet, d'arbitrer sur les grandes orientations de la dynamique et des activités qui la composent. Il s'agit également du lieu où les budgets et plan d'action annuels sont discutés et décidés. Ce comité est composé des



présidents et secrétaires exécutifs de chacune des organisations. Le comité d'orientation et de suivi se réunit au minimum tous les 4 mois. Ce cadre politique a été concrétisé par la mise en place d'un code d'éthique et de déontologie qui régit et permet un bon fonctionnement du COS, comité d'orientation et de suivi.

De nombreuses réalisations

Sous un processus participatif, les OP ont commencé par un travail d'auto-évaluation.

Ce qui a permis de déterminer le thème de capitalisation et de partage de bonnes pratiques. Ainsi, les six organisations paysannes membres de la dynamique ont mis en avant de nombreuses thématiques : rôle des mutuelles de solidarité dans le financement des producteurs agricoles –épargne, crédit et solidarité-, place des organisations paysannes dans l'influence des politiques et lois dans le secteur agricole, stratégie d'accès au marché rémunérateur, stratégie de lutte contre la mosaïque et dissémination des cultures saines au niveau des producteurs du manioc, expérience dans la mise en place efficace de la chaîne de valeur de la pomme de terre –production, transformation et commercialisation- ainsi que le leadership féminin et de jeunes dans la promotion de la culture du riz en territoire de Beni ou encore la question des achats institutionnels. En somme, les organisations paysannes membres de la

dynamique régionale s'intéressent à tous les maillons de la chaîne de la production agricole en focalisant sur la valorisation de la production agricole.

Partage d'informations

Les organisations paysannes de la dynamique régionale ont focalisé leurs activités sur plusieurs points. C'est entre autres la conduite d'un exercice d'auto-évaluation en vue de voir les points forts et les points faibles, le remplissage

d'une fiche d'expérience ainsi que la documentation d'une bonne pratique au sein de l'organisation, l'élaboration des outils de capitalisation, voyages d'études,... Ces organisations paysannes s'impliquent activement dans la dynamique pour influencer les politiques et programmes agricoles de la région des grands-lacs à travers ce partage d'expériences tout comme le plaidoyer et travail de proximité avec les institutions présentes dans la région ainsi que les partenaires du Nord dans des cadres variés.

Perspectives d'avenir

En premier lieu ; la gouvernance des organisations paysannes des grands-lacs. La gestion organisationnelle est l'un des thèmes préoccupant les dirigeants des organisations paysannes. Ceci est vrai du moment que la plupart des organisations paysannes sont dans une situation d'instabilité. Seconde perspective : la problématique de financement des organisations paysannes. Bien qu'elles s'investissent dans des activités rentables comme la production agricole, les organisations paysannes ne peuvent pas subsister sans appui ni financement

extérieur. Or, la conjoncture internationale montre un certain tarissement des financements au niveau international. Ce qui a une grande répercussion sur les organisations paysannes des grands-lacs. Il est, dès lors, important que les organisations paysannes puissent mobiliser leurs propres fonds. L'intégration d'un plan de suivi-évaluation au sein des organisations paysannes tout comme l'intégration de ces organisations dans le processus d'achat institutionnel au niveau des marchés publics, ou encore la problématique de l'emploi et meilleure valorisation de la femme avec un clin d'œil à l'implication des jeunes sans oublier la dernière problématique, aujourd'hui d'actualité, l'emploi-environnement : autant de perspectives de la dynamique des organisations paysannes des grands-lacs !

Jean-Baptiste Musabyimana

DYNAMIQUE PAYSANNE DE LA REGION DES GRANDS LACS



Améliorer l'accès des agriculteurs familiaux et de leurs OP dans la production des semences de qualité

Implication des OP dans les systèmes semenciers et partenariats multi-acteurs dans la région des Grands Lacs

Goma-RDC, 12 au 14 Juillet 2016

En partenariat avec



AGRICORD



Bienvenue à l'atelier régional sur les semences de qualité

Du 12 au 14 juillet, la ville de Goma, chef-lieu de la province du Nord-Kivu, dans l'Est de la République démocratique du Congo va accueillir un atelier sur les semences. Cet atelier va réunir une cinquantaine d'acteurs d'horizons divers venant principalement de la RDC, du Rwanda et du Burundi, de la Hollande, du Sénégal, du Mali et de la Belgique

Améliorer l'accès des agriculteurs familiaux aux semences de qualité, voilà la thématique au centre d'un atelier qui aura lieu à l'hôtel Cap Kivu, en ville de Goma dans l'Est de la RDC, mi-juillet. Cet atelier international se penchera sur les rôles des organisations paysannes dans les systèmes semenciers et partenariats multi-acteurs dans la région des grands-lacs africains. Afin d'atteindre ses nombreux objectifs, l'atelier sera principalement organisé autour d'expériences d'organisations paysannes de la région des grands-lacs et laissera une large place aux débats. Par ailleurs, les travaux de groupe par pays seront organisés afin de dégager des pistes d'actions concrètes entre les différents acteurs des systèmes semenciers.

Un enjeu majeur dans la région des grands-lacs

Améliorer l'accès des agriculteurs familiaux aux semences de qualité est un enjeu majeur en Afrique, où coexistent un système semencier paysan – parfois appelé « informel » –, largement prédominant, et un système formel souvent développé. Dans la région des grands-lacs, un consortium d'organisations paysannes a identifié plusieurs défis liés à l'accès aux semences de qualité. En premier lieu, l'on pointe l'insuffisance voire l'absence de fournisseurs et multiplicateurs locaux de semences de qualité dans les Etats membres de la conférence économique des pays des grands-lacs, CEPGL. Suit le dysfonctionnement des services en charge de la chaîne de production des semences dans les trois pays de la région et leur faible connexion avec les besoins du milieu paysan. Pointe l'insuffisance de connaissances en matière de production, de traitement, conditionnement et de diffusion des semences. L'autre défi, c'est le coût très élevé à l'importation des semences de qualité tout comme l'inexistence d'une politique semencière dans certains Etats, encore moins au niveau régional. La présence de nombreux programmes et agences internationales développant des programmes de distribution de semences améliorées qui fragilisent les structures semencières locales en place ou en développement.

Un atelier multi-objectifs

C'est pour aborder ces différents défis qu'un atelier régional multi-acteurs est organisé du 12 au 14 juillet 2016. Cet atelier est co-organisé par le collectif stratégies alimentaires, CSA, et le consortium des organisations paysannes des grands-lacs dans

le cadre du programme PAEPARD (Partenariat Afrique-Europe pour la Recherche Agricole pour le Développement). L'atelier rassemblera les multiples acteurs du système semencier de la région (organisations paysannes, institutions de recherche, secteur privé, acteurs gouvernementaux, ONG...) afin d'assurer un débat multi-acteurs autour de la question semencière. Cet atelier permettra aussi de dégager des pistes concrètes d'amélioration de l'accès des agriculteurs familiaux aux semences de qualité. La question des partenariats organisations paysannes-recherche-secteur privé sera en particulier abordée. Au cours de cet atelier, il sera question de permettre un débat multi-acteurs sur les partenariats entre organisations paysannes et autres acteurs des systèmes semenciers pour un accès durable aux semences de qualité. Aussi, il s'agira de partager et capitaliser les différentes expériences vécues par les organisations paysannes dans leurs multiples collaborations avec les différents secteurs et acteurs. Cet atelier va susciter une réflexion collective sur les systèmes semenciers existants, sur base d'expériences pertinentes, afin de dégager leurs avantages et inconvénients pour les agriculteurs familiaux et les améliorations possibles. Les participants envisageront les conditions possibles pour une meilleure circulation du matériel semencier dans la région des grands-lacs. Ceux-ci définiront les lignes de plaidoyer pour améliorer la complémentarité entre les entreprises gouvernementales, commerciales et paysannes dans les domaines de la création variétale, de la production et de la distribution des semences tant au niveau national qu'au niveau régional. Au cours de cet atelier, il sera question d'établir les mécanismes fiables et inclusifs devant faciliter les échanges d'informations et d'expertise entre les pays et les institutions de la région des grands-lacs dans le domaine des ressources phylogénétiques destinées à l'agriculture et du développement de la production semencière. Cela, avant d'enregistrer ceux-ci dans un document de plaidoyer et de capitalisation afin d'appuyer les actions de différentes organisations paysannes actives sur le thème.

Jean-Baptiste M.

Le
bulletin inter -OP pour la
Région des Grands Lacs est appuyé tech-
niquement et financièrement par le Collectif
Stratégies Alimentaire, CSA

Faire la planification, l'organisation des campagnes agricoles et le suivi des exploitations: capitalisation

15-16 juillet 2016, en ville de Goma, dans l'Est de la république démocratique du Congo, se tiendra un atelier sur le suivi des exploitations, planification et organisation des campagnes agricoles dans les pays des grands-lacs. Cet atelier vise à comparer les dispositifs d'intervention respectifs des organisations paysannes faitières (CAPAD, COOCENKI, LOFEPACO, FOPAC NK, FOPAC SK, UPDI, SYDIP, INGABO et IMBARAGA) et à identifier avec elles les contraintes et voies d'amélioration.

Les services que rendent les organisations paysannes des grands-lacs (Burundi, Rwanda et République Démocratique du Congo) à leurs membres se ressemblent beaucoup. Ces organisations apportent un processus de planification des campagnes agricoles, comprenant un accès au stockage (warranté ou non), au crédit, aux intrants, l'organisation de débouchés commerciaux après valorisation ou non des produits par la transformation. Ces organisations paysannes faitières proposent également à leurs membres des appuis en matière de suivi des exploitations agricoles. Il s'agit d'aider les membres à mieux connaître les exploitations agricoles affiliées. Ce qui est nécessaire pour leur apporter des services adéquats et aider les exploitants à les gérer de manière plus profitable. Le suivi des exploitations recherche donc deux résultats correspondant aux deux niveaux : l'exploitation et l'organisation agricole. Pour le premier, c'est une amélioration de la gestion de l'exploitation. Pour le second, c'est une amélioration d'opérations collectives. Les deux résultats conjoints, organiquement reliés, concourent à un renforcement mutuel faisant entrer ces deux maillons dans un cercle vertueux.

Planification des campagnes de production et commercialisation

Dans cette perspective, l'objectif est de mener une analyse des dispositifs d'intervention existants des organisations paysannes. Sa durabilité sera conduite par le collectif stratégies alimentaires, CSA, avec les organisations faitières en termes de planification des campagnes et l'organisation des activités collectives dans la collecte et mise en marché, obtention de crédit, achat d'intrants subventionné ou non. Autant la planification que l'organisation du groupage, vente groupée, achat groupé reposent sur ce dispositif. L'étude et la réflexion sur les processus de planification portera sur le processus de la collecte de données – notamment sur les intentions d'emblavements

pour les différentes cultures, sur les besoins en intrants et en crédit, sur les quantités qui seront livrées à la coopérative-, sur le dispositif d'intervention, sur son coût, sur le profil des ressources humaines, sur sa densité, sur la méthodologie, les calendriers. L'une des fonctions du dispositif est de prendre en compte les contraintes des exploitants et des unités de transformation, les uns et les autres liés dans la même chaîne de valeur. Il faudra donc identifier ces contraintes et concevoir l'organisation des campagnes en conséquence. Ce qui renforce la nécessité de lier le suivi des exploitations avec l'organisation des campagnes.

Suivi des exploitations

Le suivi des exploitations répond, en premier lieu, aux besoins des exploitants en matière de gestion de leur exploitation. Ensuite, il permet d'organiser une remontée d'informations nécessaires à l'organisation d'opérations collectives et à la planification des campagnes agricoles. Il est également utile pour la mesure des indicateurs technico-économiques entrant dans l'identification des activités des organisations agricoles et leur évaluation ainsi que pour l'évaluation de l'impact des politiques et conditions macroéconomiques. Le suivi des exploitations est donc un outil puissant dont les produits sont multiples – ce qui justifie son implantation- mais il pose de nombreuses difficultés. C'est pourquoi il est proposé d'étudier les contraintes relatives à l'utilisation d'un système de suivi des exploitations sur les plans de la conception d'un dispositif d'intervention, de leur intégration dans la planification des campagnes, aux aspects méthodologiques de la collecte de données et aux outils (média) indispensables.

Jean Baptiste M.

Comité de rédaction du Bulletin

Tous les membres du COS

Tous les chargés de communication des OP de la Dynamique Régionale

L'animateur de la Dynamique Région

Coordination du bulletin

FOPAC Nord Kivu

E-mail: fopacrcongo@gmail.com; musantaman@gmail.com

Web site: www.fopacnk.org

La femme au cœur de l'agriculture familiale en RDC

En République Démocratique du Congo et plus précisément à l'Est, zone en proie à l'insécurité, la femme rurale occupe une place de choix dans l'agriculture familiale. Elle assure la survie de sa famille. Ces femmes nourrissent et soignent leurs enfants. Mais aussi leurs maris. Plongée dans la vie de ces femmes héroïnes de tous les jours à Kanyabayonga.



Mme Margueritte devant sa case après les travaux champêtres

Kanyabayonga est une commune rurale située en cheval sur les territoires de Rutshuru et Lubero en province du Nord-Kivu, dans l'Est de la République Démocratique du Congo. Dans cette agglomération située au nord de Goma, on cultive patates douces, ananas, ... Les produits des champs sont consommés par les familles ou bien vendus. En ce dimanche, Margueritte Kavira ne prend pas le chemin de l'église. Houe à la main et un sac sous le bras, on dirait qu'elle a perdu la foi. Elle est catholique mais elle se dirige vers son champ, situé non loin de l'agglomération. La soixantaine révolue, Margueritte a un moral de fer. Ce n'est donc pas cette rosée matinale qui l'effraie. Sa détermination ne cache pas la frustration. A contrecœur, elle va au champ. Elle est obligée. C'est elle qui subvient aux besoins des siens. Elle a sous sa responsabilité son petit-fils. Le jeune père est mort il y a une année. « *J'ai lassé quelques ananas à la surface la dernière fois que j'étais au champ. J'attendais qu'ils murissent pour les amener tout droit au marché* », raconte-t-elle. Sinon, dans son ménage, c'est la faim assurée. Et son mari ? Il a presque démissionné de son devoir familial. Comme la plupart des hommes de cette contrée.

« Les hommes s'occupent de politique »

La femme n'a qu'un seul choix : faire le champ malgré elle. Elle est l'unique garante de sa famille pendant que son homme à passe son temps à « boire et s'amuser avec les femmes libres ». Margueritte n'est pas la seule dans cette situation. Dans cette zone, on dirait que c'est une coutume,

une tradition bien ancrée : la femme fait seule les champs. D'autres femmes, aussi vieilles que Margueritte, s'adonnent à l'agriculture vivrière sur des petits lopins de terre proches ou éloignés de leur village. Des champs qu'elles cultivent avec le peu de force qui leur reste encore dans ce troisième âge pénible. « *Il ne fait pas bon vivre au village. La femme paysanne est en train de consentir tout ce sacrifice pour épargner sa famille de la faim qui guette. Et les hommes ne s'en émeuvent guère* », déplore une autre vieille femme combattante, rencontrée quand elle cultivait des patates douces. « *Beaucoup d'hommes au village abandonnent la quasi-totalité des charges familiales à la femme. Cela, pendant qu'eux passent le clair de leur temps à s'amuser aux jeux. Les hommes discutent et s'occupent de politique en groupuscules sous les arbres et échoppes bordant l'artère principale de Kanyabayonga* », analyse un sociologue avant de poursuivre : « *Nombre de ces hommes n'ont pas de travail. Ils ne rentrent que le soir dans leurs ménages pour manger, souvent en état d'ébriété* ».

La femme au four et au moulin

Les défis auxquels sont confrontés les agriculteurs familiaux dans cette partie du pays sont énormes. Les femmes souhaitent voir les hommes les épauler afin d'accroître la production. Si certains hommes reconnaissent le rôle prépondérant joué par les femmes dans l'agriculture familiale, d'autres par contre sont méfiants envers la femme. Au même pied que la femme, si l'homme s'engage dans le travail agricole, le monde rural ne va plus souffrir du désastre auquel il semble prédestiné. En attendant cette prise de conscience, Margueritte ne se décourage pas. Elle vend des ananas aux voyageurs faisant halte à Kanyabayonga, sur la route Goma-Butembo. « *Grâce à la vente de mes récoltes de cette saison culturale, j'ai récemment payé les frais scolaires du premier trimestre pour mon petit-fils. Aussi, ai-je apuré les dettes des soins de santé. Le reste de la production est destiné à la consommation en famille* », confie-t-elle, la mort dans l'âme.

Joseph Tsongo et Jean Baptiste (AJAC Nord Kivu)